



Préfecture de la région Lorraine  
Préfectures de Meurthe-et-Moselle, Meuse,  
Moselle, Vosges



**Plan de soutien exceptionnel à l'agriculture – Fonds d'allègement des charges (FAC)**

**DDEA/DDAF :**

**Adresse**

Date limite de dépôt des dossiers à la DDEA/DDAF (adresse ci-dessus) :

31/01/2010 pour la première vague

Textes de référence :

Circulaire DGPAAT/SDEA-C2009-3116 du 19 novembre 2009

Décision FRANCEAGRIMER AIDES/GECRI/D2009-34 du 19 novembre 2009

Cette mesure est mise en œuvre par FranceAgriMer dans le cadre du nouveau dispositif d'aide d'Etat permettant le versement d'un montant d'aide maximum de 15 000 € sur la période 1<sup>er</sup> janvier 2008 – 31 décembre 2010

Le Conseil Régional de Lorraine s'associe à cette mesure.

(la répartition des crédits sera automatique, il n'est pas nécessaire de déposer plusieurs dossiers)

Les exploitations éligibles devront répondre au(x) critère(s) suivant(s) :

- 1 – une baisse de l'EBE entre 2009 et 2008 d'au moins 55 %**
- 2 – un taux d'endettement (annuité/EBE) d'au moins 60 %**

*Cette baisse est appréciée sur la base des 2 derniers exercices clôturés OU du dernier exercice clôturé et du résultat prévisionnel de l'exercice en cours certifié (pour les dates de clôture antérieure au 1<sup>er</sup> juillet 2009, d'après un calcul prévisionnel régional).*

*Pour les exploitations au forfait, l'EBE sera fixé à 40% du Chiffres d'Affaires.*

*Les exploitations spécialisées porcines pourront être éligibles sans vérification de ces critères.*

**1 – DEMANDEUR(S) (Compléter le cadre A ou B)**

**A- Demandeur individuel**

N° SIRET : ..... N° PACAGE : .....

NOM-Prénom : ..... Date et lieu de naissance: ...../...../..... à.....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Commune:.....

Tél : ..... Fax : .....

Jeune Agriculteur depuis le 27 octobre 2004 : OUI  NON  Si oui, date d'installation : ...../...../.....

Récemment investisseur depuis le 27 octobre 2007 (date de la convention ou de l'autorisation de l'aide perçue à l'investissement : bâtiments et mise aux normes): OUI  NON

**B- Demandeur sociétaire**

N° SIRET : .....N° PACAGE : .....

NOM de la SOCIETE.....STATUT JURIDIQUE de la société .....

Si la société est en GAEC, Nombre de parts : .....

Nom et prénom des associés	Date de naissance	Associés exploitants (oui ou non)	Jeune Agriculteur (OUI/NON)	Si Jeune Agriculteur, date d'installation
	.../.../....			.../.../....
	.../.../....			.../.../....
	.../.../....			.../.../....
	.../.../....			.../.../....

Capital directement détenu à plus de 50% par des associés exploitants agricoles à titre principal OUI  NON **Adresse du siège d'exploitation**

Adresse : .....

Code Postal : ..... Commune:.....

Récent investisseur depuis le 27 octobre 2007 (date de la convention ou de l'autorisation de l'aide perçue à l'investissement : bâtiments et mise aux normes): OUI  NON **2 – PRODUCTION PRINCIPALE :**

Précisez : .....

Pour les exploitations porcines : Précisez Statut : Naisseur / Naisseur- Engraisseur / Engraisseur  
le nombre de truies : .....  
ou le nombre de porcs à l'engraissement dans l'année : .....

**3 - CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ :****3.1. Données économiques d'accessibilité à la mesure**• **Exploitations au réel :**

Date de clôture de l'exercice comptable (JJ/MM/AAAA)	.../.../....
EBE Année N (préciser l'année) :	Euro
EBE estimé	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
EBE Année N-1 (préciser l'année) :	Euro
Taux de baisse = ((EBE année N) – (EBE année N-1)) / (EBE année N-1)	%

• **Exploitations à la TVA simple :**

Pour les exploitations à la TVA simple : fournir pour le chiffre d'affaires la dernière déclaration d'imposition et de déclaration de TVA

Chiffre d'affaires 2009 connu ou estimé :	Euro
CA 2009 estimé	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
Chiffre d'affaires 2008 :	Euro

Taux de baisse	%
----------------	---

### 3.2. Calcul du taux d'endettement

Annuités constatées lors du dernier exercice clôturé auxquels s'ajoutent les annuités hors bilan : JA, rachats de part, foncier	Euro
EBE Année N (rappel)	Euro
Taux d'endettement = Annuités / EBE plafonné à 150 %	%

**Dans le cas où les données ont été fournies par un centre comptable (si celui-ci n'a pas fourni une extraction certifiée) :**

Nom du centre comptable et du comptable responsable : .....

J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus

**Signature et cachet du centre comptable**

### 4 – PRISE EN CHARGE D'INTÉRÊTS POSSIBLES DE L'ANNÉE 2010 :

La ligne « Total » doit être remplie. Le détail des autres lignes peut être rempli sur le formulaire, ou l'extraction d'annuité 2010 détaillée par prêt et décomposée entre capital et intérêts certifiée par l'établissement de crédit.

Établissement(s) bancaire	Numéro du prêt	Titulaire du prêt	Capital	Intérêts pouvant être pris en charge
TOTAL :				

*NB : La prise en charge d'intérêts s'applique sur les échéances des prêts professionnels à long et moyen terme (hors prêts fonciers) de plus de 24 mois de l'année 2010.*

**Attestation de l'organisme bancaire (si l'organisme bancaire n'a pas fourni une extraction certifiée) :**

Nom de l'organisme bancaire et du responsable : .....

J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus

**Signature et cachet de l'organisme bancaire**

## **5- DEMANDE D'AIDE**

***Je demande à bénéficier d'une aide à l'allègement des charges financières (FAC) dans le cadre du plan de soutien exceptionnel à l'agriculture***

***La prise en charge porte sur une partie de l'annuité 2010 des prêts bancaires professionnels à long et moyen terme (hors prêts fonciers), d'une durée supérieure ou égale à 24 mois, bonifiés et non bonifiés.***

***Je m'engage :***

- à fournir à la DDEA/DDAF les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier.

***J'atteste*** sur l'honneur :

- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- être à jour de mes obligations fiscales,
- être informé du fait que le montant de la prise en charge est limité à 15 000 € par exploitation déduction faite des montants perçus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008 au titre du règlement (CE) n° 1535/2007 de la Commission du 20 décembre 2007 relatif aux aides de minimis dans le secteur de la production de produits agricoles (JOUE du 21/12/2007 – L 337) et du présent cadre temporaire (JOUE du 31/10/2009 – C261).

***Je déclare*** ne pas avoir sollicité ou obtenu de prêt bonifié de consolidation de mon annuité non bonifié 2010 dans le cadre du plan de soutien exceptionnel à l'agriculture  
et

***Je m'engage*** à ne pas demander de prêt bonifié de mon annuité non bonifié 2010 dans le cadre du plan de soutien exceptionnel à l'agriculture.

A ce titre, ***je déclare*** :

ne pas avoir reçu d'aides « de minimis » ou d'aides fondées sur le présent régime temporaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008  
ou avoir reçu la somme de ..... euros dans le cadre des aides « de minimis » ou du présent régime temporaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008

**J'autorise mon (mes) établissement(s) de crédit(s) et mon centre comptable** à communiquer à l'administration tous les éléments nécessaires à l'étude et au contrôle éventuel de mon dossier.

A ....., le .....

**Signature du demandeur, du gérant en cas de forme sociétaire, de tous les associés pour les GAEC**

**Pièces à joindre pour l'instruction du dossier :**

- 2 RIB correspondant à l'établissement du crédit concerné ;
- les données comptables (si non renseignées sur le formulaire) certifiées par le comptable (cachet, signature) ;
- l'extraction d'annuité 2010 détaillée par prêt et décomposée entre capital et intérêts certifiée par l'établissement de crédit (nom, qualité, signature, cachet) , si le tableau de la partie 4 n'est pas renseigné et certifié ;
- pour les exploitations à la TVA simple et en l'absence d'une attestation d'un centre de gestion : fournir pour le chiffre d'affaires la dernière déclaration d'imposition et de déclaration de TVA ;
- éventuellement « pouvoir » pour les formes sociétaires.

**Toute fausse déclaration entraînera l'annulation d'une éventuelle attribution.** (Art. 22. II de la loi 68-690 du 31/07/68 : "quiconque aura fourni sciemment des renseignements inexacts ou incomplets dans la déclaration exigée en vue d'obtenir de l'état un paiement ou avantage quelconque indu pourra être puni d'un emprisonnement et d'une amende")

## POUVOIR

**Objet** : Fac – Allègement des charges financières dans le cadre du plan de soutien exceptionnel à l'agriculture 2009

Je soussigné,

N° SIRET : ..... N° PACAGE : .....

NOM-Prénom : .....

Adresse (domicile) : .....

Code Postal : ..... Commune:.....

Si l'adresse du siège d'exploitation est différente, précisez : .....

### **donne pouvoir à**

NOM de la SOCIETE.....

N° SIRET : .....N° PACAGE : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Commune:.....

**de prendre en compte, dans sa demande de prise en charge des intérêts, les annuités 2010 relatives à des prêts dont je suis titulaire à titre individuel afin que ne soit réalisé qu'un seul versement sur le compte de la société.**

Les prêts concernés sont les suivants :

Prêt concerné	Montant annuité 2010	Établissement de crédit

**En délivrant ce pouvoir, je m'engage à ne pas effectuer de demande à titre individuel pour le même objet.**

Fait à ....., le .....

**Nom, Prénom et Signature**